

# **ÉVOLUTION DE L'ART MILITAIRE**

## **TOME I**

*Alexandre Svetchine*

## CHAPITRE NEUF

### Développement des armées permanentes

**Mercantilisme et armées permanentes.** Jacques Cœur, représentant du grand capital commercial et politicien talentueux, a exprimé l'idée de la nécessité pour l'État de disposer d'une force armée même en temps de paix; cette idée a conduit, en 1446, à la création en France des compagnies d'ordonnance. Avec la disparition de l'importance de la milice féodale médiévale, la démobilisation lors de la conclusion de la paix devient seulement partielle. Charles Quint, dans un vaste empire « sur lequel le soleil ne se couchait jamais », avait bien sûr toujours besoin d'avoir la force armée à portée de main, et à la fin de son règne (1556), il possédait 60 000 soldats de campagne et 80 000 de garnison. Les troupes qui étaient auparavant recrutées seulement pour le temps de la guerre, mais qui restaient maintenant longtemps sous les drapeaux, ont progressivement commencé à changer de caractère. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, sous l'influence des idées d'instruction et de discipline promues par l'école de Maurice d'Orange, cette évolution a pris un caractère plus intense. Cependant, dans les pays européens où le capitalisme commercial était encore peu développé, l'idée d'une armée permanente rencontrait de farouches opposants: introduire une garnison mercenaire dans une ville revenait à garder chez soi la moitié de ses ennemis alors que l'autre moitié assiégeait la ville; les États qui dépensaient beaucoup pour l'armée n'étaient pas protégés des malheurs de la guerre; les chancelleries locales (diète), qui auraient accepté de financer une armée permanente, renforceraient tellement l'État qu'elles devraient céder partout leur pouvoir aux monarques, dont l'autorité deviendrait absolue.

Le développement du capitalisme commercial, qui a exacerbé la concurrence économique entre les États et créé la théorie du mercantilisme considérant l'État comme un commerçant et un industriel collectif, a cependant rendu inévitable cette transition vers le renforcement de l'État. Les finances solides des États ont permis d'éviter tous les désagréments liés à la dissolution des anciens soldats et au recrutement de nouveaux, et de disposer à tout moment d'une force fiable pour protéger les intérêts mercantiles de l'État. En 1668, après la conclusion du traité d'Aix-la-Chapelle, la France n'a pas dissous ses régiments, mais a seulement réduit légèrement leur effectif pour la période de paix. Montecuccoli, éminent général autrichien et écrivain militaire, ayant été deux fois prisonnier des Suédois pendant la guerre de Trente Ans et s'étant familiarisé avec l'art militaire de la Réforme, défendait avec passion l'idée d'une armée permanente et démontrait la nécessité, au moment de la conclusion de la paix, de ne pas dissoudre l'armée mais de corriger les imperfections constatées et de préparer de manière persistante et rigoureuse une nouvelle guerre. Si Pescara, chef des mercenaires espagnols au début du XVI<sup>e</sup> siècle, époque de la découverte de l'Amérique et de l'accumulation initiale de capitaux, s'exclamait: «Pour la guerre, il faut de l'argent, de l'argent et encore de l'argent», Montecuccoli considérait déjà cet aphorisme de façon ironique: seules les personnes très mal informées pouvaient oublier que la guerre exige également une préparation sérieuse, qui se personnifie dans l'image d'une armée permanente.

**Lutte contre l'entreprise privée.** La guerre, qui était depuis le début du Moyen Âge l'affaire d'une entreprise privée, a commencé à se nationaliser. Le processus de nationalisation des armées s'est étendu jusqu'au début du XIX<sup>e</sup> siècle. Le soldat-aventurier, choisissant le métier militaire dans le désir de s'enrichir et de tenter sa chance, devait céder sa place au soldat-machine, instrument aveugle de l'autorité exécutive, asservi par des officiers, nommés par la classe dominante. C'était une époque de lutte héroïque des pouvoirs centraux pour le droit de contrôler l'État face à des généraux encore animés par des sentiments de liberté féodale, une époque de guerres de cabinet et de petits succès stratégiques. Cependant, ce n'est

qu'en ne comprenant pas le cours de l'évolution historique que l'on peut regretter le temps passé de liberté des chefs d'armées mercenaires, remplacée maintenant par la dépendance au Hofkriegsrat en Autriche, au ministre de la Guerre en France. Le traducteur et vulgarisateur de Lloyd, Ru-Fuzilyak, à la fin du XVIIIe siècle, condamnait amèrement le système militaire établi : « grandes armées, états-majors nombreux, parcs puissants, grands convois, grands magasins, grands dépôts de fourrage, grands hôpitaux, en un mot, grandes difficultés, grands abus, petites compétences — et grandes défaites » ; cependant, pour les XVIIe et XVIIIe siècles, ce système militaire constituait une nécessité historique.

Les armées mercenaires étaient très faiblement liées à l'État. Pendant la guerre de Trente Ans, l'empereur Ferdinand II s'est lui-même trouvé incapable de rassembler une armée, tandis que l'aventurier sans scrupules Wallenstein et le comte Ernst von Mansfeld attiraient sous leurs bannières des dizaines de milliers de soldats. L'entrepreneur privé — le condottiere — était un médiateur nécessaire entre l'État et les troupes. Le général protestant, le comte Bernhard de Weimar, après la mort de Wallenstein (1634), tenta, en vain, de rallier entièrement son armée du côté des ennemis ; et Richelieu, après la mort de Bernhard (1639), acheta toute son armée restante, avec les points d'appui qu'elle occupait. Ainsi, la France acquit l'Alsace. Parmi les princes allemands, le premier à donner l'exemple et à commencer à former directement ses troupes fut l'électeur de Bavière Maximilien Ier (1597–1651).

Le début d'une entreprise privée qui se faisait si vivement sentir dans les plus hautes sphères de l'organisation militaire pénétrait toute l'épaisseur de l'armée. Les unités représentaient des républiques semi-autonomes. Les régiments et les compagnies étaient la propriété de leurs commandants, qui les recrutaient, les habillaient et les armaient à leurs frais ; cette propriété était très cotée à la bourse au début de la guerre et se dépréciait à la fin. Le soldat servait sous un pseudonyme — un « nom de guerre », vivait dans un appartement privé faute de caserne, s'habillait non pas en uniforme mais selon son goût, possédait des armes de calibres variés, son propre cheval, et en cas de maladie ou de blessure, était pris en charge par son propre responsable ; l'État ne le protégeait ni contre l'invalidité, ni pour la vieillesse. Les fournitures constituaient une organisation privée sous un entrepreneur, qui transportait les lourds matériels avec ses chevaux, charrettes et conducteurs. L'exemple le plus caractéristique du début d'une entreprise privée se trouvait dans l'artillerie ; déjà sous Louis XIV, l'artilleur était un spécialiste, un technicien, disposant du monopole de l'entreprise des tirs d'artillerie ; pour organiser et armer une batterie de siège, il recevait : sur la première parallèle, pour un canon de calibre 18 à 24 livres, 300 livres, pour un mortier, 200 livres ; sur la batterie couronnant le glacis, pour un canon, 400 livres, pour un mortier sur le glacis, 300 livres ; pour une journée de travail d'une batterie de siège, selon le calibre, de 10 à 20 livres pour un canon, 16 livres pour un mortier ; les projectiles, la poudre et les outils de siège étaient fournis par le roi ; pour les travaux d'installation et d'entretien d'une batterie de siège, l'artilleur était autorisé à engager des soldats d'infanterie en leur versant 20 sous pour un travail de 12 heures, de jour ou de nuit.

En cas de prise de la ville, tout le métal présent dans la ville, en particulier le bronze (cloches), constituait une part du butin de l'artillerie ; dans cette chasse au métal se reflétait encore la pauvreté médiévale qui y régnait. Même les premiers hôpitaux établis par Richelieu représentaient une entreprise privée : l'État payait l'entrepreneur pour chaque jour de séjour d'un soldat blessé ou malade, permettant à l'entrepreneur de réaliser un profit par des économies sur les soins et l'entretien. En l'absence d'une vaste classe d'agents honnêtes et instruits à la disposition de l'État, le recours à l'entreprise militaire apparaissait aussi naturel qu'au début du XIXe siècle le fut pour la perception des impôts indirects plutôt que par l'accise ; ensuite, la construction de chemins de fer par des sociétés privées était préférée plutôt que par l'État, et au début du XXe siècle, l'organisation de l'industrie et du commerce par l'initiative privée apparaissait plus avantageuse. Le processus de nationalisation est toujours douloureux, nécessite l'impulsion d'une autorité centrale forte, suscite la critique

virulente des défenseurs des droits et libertés de l'entreprise privée ; cela a été le cas également dans le domaine militaire ; sous le joug exercé sur des représentants énergiques de l'administration militaire à l'époque de Louis XIV, la restriction de la liberté du commandant doit souvent être comprise comme une protestation contre l'ensemble du cours de la nouvelle histoire, contre la transformation des organisations corporatives médiévales en un État capitaliste moderne.

**Louvois.** Au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle, la France était l'État le plus développé économiquement en Europe ; Colbert la guidait énergiquement sur la voie du mercantilisme. C'est sur l'exemple de la prééminence de la France que sera ici examiné le processus de nationalisation de l'armée. Le travail principal de réforme fut accompli par le père et le fils Le Tellier : Michel Le Tellier, issu d'une famille modeste et non noble, fut nommé par Mazarin au poste de secrétaire d'État aux affaires militaires, qu'il occupa pendant 25 ans (1643-1668) et reçut l'autorisation de transmettre cette fonction à son fils. François Le Tellier, recevant le titre de marquis de Louvois, fut à 22 ans l'assistant de son père, et à 28 ans prit la direction du ministère de la guerre et pendant 24 ans, jusqu'à sa mort, dirigea de manière ferme la transformation de l'armée française (1668-1691). Ainsi, pendant presque un demi-siècle, le ministère militaire resta entre les mains de la famille Le Tellier, et les réformes se déroulèrent avec persistance et méthode. Louis XIV, proclamant que « l'État, c'est moi », fut surtout un roi signataire.

**Intendants.** Le Tellier veilla avant tout à ce qu'outre l'état-major indiscipliné et à l'esprit féodal, qui ne comprenait pas les nouvelles relations de l'État avec les troupes, des agents fiables du pouvoir d'État apparaissent dans l'armée, chargés d'instaurer un contrôle rigoureux de l'exécution des ordres centraux ; ces ordres ne devaient en aucun cas rester de simples déclamations sur le papier. Cette nouvelle administration militaire prit la forme d'intendants et de leurs adjoints, les commissaires militaires. La bourgeoisie française avait déjà atteint un tel niveau de développement culturel que Louvois put rassembler un nombre suffisant d'agents honnêtes, énergiques et instruits pour exécuter sa volonté localement. La tâche principale des intendants étant de combattre les vestiges féodaux, Louvois les choisissait presque exclusivement parmi la bourgeoisie. Seul le commandant de l'armée avait le droit de donner des ordres à l'intendant et aux commissaires ; les autres officiers étaient tenus de se conformer à leurs instructions et, en cas de désobéissance, pouvaient être révoqués par eux. L'intendant, tout comme le commandant de l'armée, entretenait une correspondance confidentielle et étroite avec Louvois. Toutes les questions relatives aux crédits, aux forteresses, aux approvisionnements, à l'équipement, aux hôpitaux et à la justice militaire étaient entièrement sous la supervision des intendants. À toutes les réunions portant sur des questions opérationnelles, diplomatiques et administratives, les officiers de ligne étaient tenus d'inviter l'intendant ou le commissaire.

Le premier devoir des agents de Louvois était d'établir une stricte correspondance entre l'effectif théorique et réel de l'armée. Jusqu'à ce moment-là, l'armée comptait en grand nombre des fantômes, dont l'argent destiné à leur entretien était approprié par la hiérarchie, et en cas de vérification, on les remplaçait par des « passes-volants » — des domestiques déguisés en soldats, ou des soldats occupés dans une unité voisine. Louvois accordait aux intendants et aux commissaires le droit d'effectuer des inspections surprises du personnel, tant en garnison qu'en campagne. L'intendant recomptait le nombre de personnes et expliquait aux soldats que si quelqu'un désignait un passe-volant, il recevrait immédiatement de lui un congé illimité et une prime de 500 livres. Cette méthode brutale consistant à chercher un dénonciateur parmi les soldats pour le capitaine provoquait bien sûr de vives protestations de la part des officiers. D'autres méthodes de contrôle étaient également utilisées : par exemple, un capitaine n'avait pas le droit de distribuer la solde des soldats sans la présence d'un commissaire, et en cas d'impossibilité de ce dernier, il devait inviter comme témoin le maire ou un des anciens du conseil de l'administration locale. Avant ces réformes,

selon un contemporain, à peine 40 % de l'argent dépensé par l'État parvenait à sa destination, et 60 % était détourné en cours de route.

En donnant un pouvoir immense aux intendants, Louvois leur interdisait toute intervention dans les fonctions purement commandantes et opérationnelles et exigeait le respect du tact envers les chefs de troupes. Pourtant, un certain nombre de généraux, à commencer par le grand Turenne, ne pouvait se réconcilier avec les méthodes brutales par lesquelles Louvois imposait la réforme.

**Milice.** Comme d'autres esprits éminents des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, Louvois ne pouvait se résigner au recrutement volontaire comme seule source de formation de l'armée et cherchait à organiser une force armée supplémentaire sur la base de la conscription obligatoire. En 1688, on entreprit la formation de la milice dans le contexte suivant. Une guerre contre une coalition était imminente, dont les causes résonnaient des échos des guerres de religion. Le chef des protestants, Guillaume d'Orange, se préparait à renverser du trône anglais les Stuarts favorables au catholicisme. En France même, l'édit de Nantes avait été révoqué, et un très grand nombre de familles protestantes avaient été converties au catholicisme. Au moment où l'armée de campagne commencerait à se concentrer à la frontière contre l'ennemi extérieur, on craignait que les huguenots belliqueux, retirant leur masque catholique, ne prennent les armes et déclenchent le feu de la guerre civile à l'intérieur de la France. Il fallait créer des troupes secondaires fiables pour assurer la sécurité intérieure. Tout ce que le recrutement pouvait fournir était absorbé par l'armée de campagne. Louvois décida de créer 30 régiments, complétés par les provinces ; chaque province obtenait le nombre nécessaire de miliciens par répartition selon les paroisses. En général, la fourniture d'un milicien revenait, selon la région, à 350 à 1300 habitants. Les convertis récents au catholicisme, politiquement peu fiables, n'étaient pas admis dans l'armée organisée. La paroisse qui fournissait le milicien lui fournissait initialement son fusil et son vêtement, puis l'État prit une part plus large à son équipement. Avec le développement de la guerre, les régiments de milice ont commencé à être intégrés aux armées de campagne. Le personnel officier, principalement composé d'anciens officiers et de nobles ruinés, s'est avéré très incompetent : alors qu'il fallait disposer de fonds pour acheter une compagnie de campagne, où le recrutement de soldats coûtait cher au capitaine, dans la milice la compagnie était donnée gratuitement, et les revenus qu'on pouvait en tirer étaient comparables à ceux des unités de campagne, voire plus élevés : toute économie du capitaine sur le ravitaillement, toute négligence des besoins des soldats dans l'armée de campagne entraînait la mortalité et la désertion, et la perte de chaque soldat pesait lourdement sur la poche du capitaine ; dans la milice, en revanche, cette perte pouvait même devenir rentable pour le capitaine, qui demandait, à l'arrivée d'un remplaçant du défunt ou du déserteur, et en faisant des concessions sur l'arrivée, fournissant parfois un mercenaire, parfois un milicien pas tout à fait compétent, tirait de chaque cas de perte un nouveau revenu. La composition déplorable des officiers et le refus de l'obligation militaire par la population urbaine et par toutes les couches aisées ou éduquées des populations rurales, héritage féodal qui transformait les recrues en masse servile et muette, à laquelle on pouvait imposer toutes sortes d'abus — ces principaux défauts ont empêché l'institution du service militaire obligatoire de prendre racine sous l'ancien régime. Ces régiments ont été appelés milices parce qu'à l'époque des armées de recrutement, le terme de milice désignait chaque unité constituée sur la base de l'obligation civique. Lors de leur création, Louvois les pensait comme des régiments permanents ; néanmoins, après sa mort, lors de la démobilisation de 1697, ces unités furent dissoutes. En 1726, ce type de milice fut rétabli ; les milices des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles représentent un germe qui a rapidement et richement évolué, à l'époque de la grande révolution, en une puissante armée révolutionnaire.

**Entraînement militaire.** Afin d'instaurer une certaine discipline et régularité dans la préparation et l'entraînement des troupes, Louvois créa des inspecteurs d'infanterie et de

cavalerie, qui parcouraient les garnisons, inspectaient les armes et forçaient les commandants des unités à remplacer les armes défectueuses par des armes fonctionnelles, signalaient aux chefs les lacunes dans l'organisation et l'entraînement de leurs unités, et fournissaient à Louvois des rapports détaillés sur les résultats de leurs inspections. Les inspecteurs assuraient le bon déroulement des exercices. Les exigences de Louvois étaient très modestes : dès qu'une unité d'infanterie était entraînée, elle devait participer à un exercice une fois par semaine, et une unité de cavalerie sortir deux fois par mois pour effectuer un entraînement avec tir de pistolet afin d'habituer les chevaux au bruit des tirs. Dans chaque garnison, les inspecteurs devaient nommer un officier capable d'assurer les formations, qui prendrait quotidiennement les postes de garde et, profitant de ces formations, effectuerait un petit entraînement. Au XVIIIe siècle, cette exigence modeste de Louvois évolua pour devenir le célèbre défilé de garde prussien de Frédéric, auquel des étrangers venaient assister à Berlin, et au XIXe siècle, ce fut transformé en cérémonies dans le manège de Mikhailovsky.

En temps de paix, il n'existait pas de formations permanentes supérieures en France. En temps de guerre, il y avait des divisions, mais pas dans le véritable sens de ce mot. Une grande ou une petite armée, peu importe, se composait de 7 divisions : la première ligne comprenait un régiment d'infanterie et deux régiments de cavalerie. De même se formait la deuxième ligne, tandis que la 7e division constituait une instance de service, gérant les unités détachées et, en général, les unités ne faisant pas partie des six autres divisions. Chaque division se composait d'un nombre indéterminé de brigades. Sous le commandement d'un brigadier, plusieurs régiments d'infanterie ou de cavalerie étaient regroupés pour la durée de la guerre.

**L'arrière.** La partie de l'armée chargée de l'approvisionnement s'est progressivement perfectionnée et développée. Des hôpitaux de campagne ont été formés ; tandis que d'autres armées se contentaient encore, au XVIIIe siècle, de chirurgiens de campagne ignorants, dans les hôpitaux français ce sont de vrais médecins qui s'occupaient des soins. Avec le développement des préoccupations liées à l'approvisionnement de l'armée, il devint possible de commencer à lutter contre la présence dans l'arrière des armées d'un grand nombre de femmes, qui auparavant avaient pour tâche d'acheter la nourriture pour le soldat, de lui préparer les repas, de porter les objets dont il avait besoin (linge et autres), et de s'occuper des malades. Les manœuvres et l'approvisionnement des armées, dans l'arrière desquelles chaque soldat avait une femme qui le suivait, étaient fortement compliqués ; la présence de femmes, avec les intérêts étrangers qu'elles introduisaient dans les affaires militaires, avait un effet dégradant sur la cohésion des troupes et sur la discipline. Le Tellier interdit aux soldats de se marier. Au lieu de nombreuses épouses de soldats, seuls quelques vivandières apparaissaient à la suite des régiments français. Mais déjà le duc de Soubise, durant la guerre de Sept Ans, dut mener une lutte acharnée contre l'élément féminin dans l'armée.

Au fur et à mesure que le soldat passait du mercenaire temporaire au défenseur permanent de l'État et perdait tout lien avec le monde civil, il était nécessaire de s'occuper de l'organisation d'un refuge pour les invalides et les vétérans ayant perdu leur capacité de travail. Louvois se consacra avec ferveur à cette tâche et créa à Paris un établissement vaste — l'« Hôpital des Invalides », destiné à accueillir les officiers et soldats retraités dépourvus de moyens d'existence. À l'origine, cette responsabilité était confiée aux monastères, qui accueillaient quelques estropiés. Dans les monastères, les invalides se sentaient si mal qu'ils préféraient mendier en ville, et de plus, les moines étaient gênés par la présence d'étrangers et préféraient verser aux invalides qu'ils abritaient une retraite. Louvois remplaça cette obligation naturelle des monastères par un paiement en numéraire et créa un établissement modèle ; afin de ne pas mettre les pensionnaires dans une position humiliante propre aux hospices, Louvois conserva pour les invalides l'organisation militaire ; des compagnies de vétérans, avec des commandants âgés, devaient être un exemple pour les jeunes générations, un témoignage vivant des cruelles guerres de Louis XIV.

En abordant ici la description de la réforme de l'approvisionnement, nous devons noter la lenteur et la gradualité de l'évolution de l'approvisionnement des troupes ; bien que les réformes de Louvois y occupent une place importante, elles se sont étendues sur une période beaucoup plus longue que son activité ; c'est pourquoi le récit de l'approvisionnement, qui a joué un rôle essentiel dans le développement des armées permanentes, dépassera chronologiquement de manière significative le cadre de ce chapitre.

**Système à cinq étapes de magasin.** Au Moyen Âge, l'État ne connaissait pas de grands achats de provisions. Le soldat recevait un salaire et se procurait tout le nécessaire. Cependant, lors de longs transports maritimes, il était impossible de compter d'une certaine manière sur les ressources locales. La partie alimentaire a commencé à se centraliser pour la première fois parmi les peuples menant fréquemment des expéditions de débarquement — les Anglais et les Espagnols, et surtout pour l' « Invincible Armada » de ces derniers.

Dès le XIV<sup>e</sup> siècle en France, il existait une institution aux fonctions alimentaires peu claires, appelée commissariat militaire.

Au XVI<sup>e</sup> siècle, les armées atteignant des dizaines de milliers d'hommes rencontraient déjà des difficultés fréquentes pour se procurer du pain sur place. Un nouveau mot apparaît : « garnison » ; en France au XVI<sup>e</sup> siècle, une garnison désignait un dépôt de vivres destiné aux troupes. Par la suite, de tels dépôts apparurent dans tous les points où un nombre suffisant de troupes était constamment stationné, et le mot « garnison » prit le sens moderne. À partir de ces dépôts, le gouvernement fournissait aux capitaines, confrontés à des difficultés sur le marché, les vivres pour leurs soldats à des prix d'approvisionnement, avec une déduction correspondante sur le solde du salaire des soldats.

Pendant les guerres de religion, le chef des huguenots, Coligny, accordait une grande importance à l'organisation de l'approvisionnement et, en formant l'armée, déclara : « Commençons à nourrir ce monstre par l'estomac ». Les efforts des huguenots pour maintenir la discipline dans les troupes, afin de ne pas placer le soldat dans des conditions l'obligeant au pillage et à la réquisition, ont conduit à la création de commissaires spéciaux à l'approvisionnement, à la formation de l'ambulance et à l'introduction dans l'état-major de chaque escadron d'un boulanger ; un four de campagne a été inventé. Dans ce four, ou à l'ordinaire, le boulanger de l'escadron devait cuire en pain la farine que le commissaire se procurait. Cependant, cette initiative était prématurée ; Coligny lui-même, regardant l'ordre en train de s'établir au début de la guerre dans les troupes, déclara : « cela ne tiendra pas deux mois », et, en effet, très vite, les troupes huguenotes, comme leurs adversaires, passèrent au pillage et à la réquisition. Il est probable que la principale fonction du commissariat militaire était de collecter dans les provinces l'impôt en nature en nourriture pour nourrir les troupes pendant la guerre de Cent Ans.

La transition vers des armées permanentes a créé un nouveau grand consommateur de pain et a coïncidé avec un développement énorme du commerce du blé. L'exportation des principaux ports au cours des XVI<sup>e</sup>–XVII<sup>e</sup> siècles est passée de 5 à 50 mille tonnes, et les prix élevés du blé ont incité la noblesse à augmenter la superficie de labour dans leurs domaines et à accroître le travail corvéable des paysans. Gustave-Adolphe achetait du pain en Russie pendant la guerre de Trente Ans, mais le principal port expédiant du pain (polonais) était Dantzig, et la bourse mondiale du blé était Anvers, puis, après sa chute, Amsterdam. En 1672, les marchands hollandais fournissaient des céréales au magasin de Louvois, destiné à l'alimentation de l'armée envahissant les Pays-Bas ; telle est la nature internationale du capital.

Une attention particulière à la bonne alimentation des troupes était accordée par Turenne, un éminent commandant français, fils d'une princesse d'Orange, protestant, formé à l'école de l'art militaire néerlandais, participant à la guerre de Trente Ans, à la Fronde et aux premières guerres de Louis XIV. Les vétérans des campagnes de la guerre de Trente Ans se

plaignaient que, pendant les opérations, les troupes ne voyaient parfois pas un morceau de pain pendant trois semaines.

Dans ses mémoires, Turenne expliquait pourquoi, en 1644, après avoir forcé l'ennemi à se retirer de Fribourg, il n'a pas pu quitter le Rhin pour poursuivre l'ennemi en recul dans le Wurtemberg : alors que les vieux soldats se faisaient eux-mêmes leur pain, les nouveaux soldats étaient habitués à vivre grâce au pain fourni, et comme il n'y avait pas de magasins d'où l'on aurait pu approvisionner de la farine lors de l'avancée, il fallait rester sur le Rhin. Apparemment, à ce moment des opérations de la fin de la guerre de Trente Ans, lorsque l'on devait agir dans une Allemagne complètement dévastée, un début de situation se dessinait définitivement pour le système de ravitaillement par magasins de l'armée de la France. Dans la première période de la guerre de Trente Ans, les armées utilisaient les magasins, mais de manière encore épisodique, par exemple l'armée bavaroise en 1620, lors de l'opération de Belogor.

Louvois a disposé des magasins d'approvisionnement dans les places fortes : ces magasins étaient particulièrement importants dans les régions qui devaient servir de base à la campagne prévue. Les troupes recevaient régulièrement du pain de ces magasins. Cela devenait d'autant plus nécessaire que, à mesure que le service militaire devenait obligatoire, il était possible de former des armées plus nombreuses, dont l'entretien par des moyens locaux devenait difficile. Les guerres de l'époque de Louis XIV étaient menées par des armées trois à quatre fois plus grandes que celles de la guerre de Trente Ans ; ces armées se déplaçaient en une seule colonne, tandis que l'agriculture n'avait pas encore adopté la culture de la pomme de terre, qui jouerait un rôle aussi important dans l'approvisionnement des troupes par des moyens locaux à partir de la Révolution française.

Grâce aux magasins, l'armée française a obtenu des avantages considérables. Les armées de coalition agissant contre la France de Louis XIV ne se sont complètement approvisionnées dans les magasins que lors de la dernière guerre (la guerre de Succession d'Espagne) ; dans les premières guerres, comptant principalement sur les ressources locales, les adversaires de la France ne pouvaient commencer la campagne que très tardivement — seulement fin mai ou début juin, lorsque le fourrage et les cultures sur pied avaient poussé et que l'on pouvait nourrir la cavalerie nombreuse avec du fourrage vert. L'armée française, recevant du fourrage sec des magasins, n'était pas limitée par l'absence de fourrage local au printemps et pouvait se rassembler à partir de ses quartiers d'hiver et commencer les opérations un mois plus tôt que l'ennemi, ce qui procurait des avantages incalculables.

Progressivement, un système dit à cinq étapes a été mis en place, dans lequel l'armée recevait un approvisionnement régulier lors d'un déplacement ne dépassant pas cinq étapes depuis le magasin. Pas plus loin qu'à trois étapes du magasin, des boulangeries de campagne étaient installées et un transport de farine était organisé pour acheminer la farine du magasin jusqu'aux boulangeries. L'armée ne s'éloignait pas de plus de deux étapes des boulangeries : entre l'armée et la boulangerie, un transport de pain fonctionnait, avec une capacité de levage de six journées de ration de pain, selon le calcul de deux jours de trajet à l'aller, deux jours au retour et deux jours pour le chargement, le déchargement, les retards et le repos. En général, les transports de farine et de pain étaient calculés chacun selon 1 chariot double pour 100 personnes, ce qui, avec une ration de pain de deux livres, permettait de transporter 9 jours de farine et 6 jours de pain. Comme le soldat portait sur lui du pain pour 3 jours, et que le pain n'était consommable en été que pendant 9 jours, augmenter le transport de pain au-delà de la capacité de levage de 6 jours n'aurait aucun sens. Une armée de 60 000 hommes, disposant de 600 chariots pour la farine et de 600 chariots pour le pain, avec en plus une réserve portable de trois jours, pouvait ainsi transporter une réserve totale de 18 jours, ce qui permettait d'établir une rotation correcte sur 5 étapes de distance du magasin de base et, en dernier recours, avec certaines interruptions, d'étendre l'opération à court terme jusqu'à 7 étapes.



Il était beaucoup plus difficile d'organiser l'approvisionnement en avoine. L'armée de 60 000 hommes comptait près de 30 000 chevaux. Si l'on exclut les 10 000 chevaux de convoi, qui pouvaient trouver de la nourriture à l'arrière, il restait tout de même environ 20 000 chevaux de bataille, nécessitant 7 000 pouds d'avoine. Un roulement correct — selon un système de cinq étapes — aurait nécessité un convoi avec une force de levage de 15 jours, soit environ 3 500 charrettes doubles, c'est-à-dire une multiplication par quatre du convoi de ravitaillement. Cela était impossible, et le fourrage sec n'était distribué à l'armée qu'à proximité des magasins ou lorsqu'il y avait un transport par voie d'eau. Dans les autres cas, on devait avoir recours au ravitaillement en fourrage avec les moyens locaux.

Très rapidement, d'autres États européens ont adopté des Français le système de magasins d'approvisionnement. En 1721, on ne comptait en Prusse que 21 magasins du département militaire, où étaient conservées des réserves de céréales suffisantes pour nourrir 200 000 personnes pendant un an (c'est-à-dire cinq fois plus que le nombre de soldats de l'armée prussienne de l'époque). Peu à peu, les questions d'approvisionnement sont devenues cruciales dans la stratégie. Le système de magasins, qui offrait au départ au commandant une grande liberté, l'a progressivement contraint dans le choix et l'ampleur des opérations.

Frédéric le Grand s'en tenait fermement au système de magasins, utilisant habilement les voies fluviales pour établir de nouveaux magasins et transporter les provisions ; il est l'auteur de remarques caractéristiques : « Je partage l'avis d'Homère : le pain fait le soldat » et « Ce n'est pas moi qui commande ici, mais le pain et le fourrage ».

La vie de l'armée reposant exclusivement sur les approvisionnements arrière, motivée par la nécessité de maintenir une discipline stricte et de lutter contre la désertion, a suscité une sensibilité aiguë des armées de l'ancien régime aux communications. Le 11 août 1757, Frédéric le Grand écrivait au maréchal Keith qu'il plaçait dans le transport alimentaire attendu le dernier espoir de l'État. Une telle phrase n'aurait pas pu sortir de la plume d'un commandant dont l'armée pouvait, en dernier recours, utiliser les moyens locaux.

En matière d'approvisionnement alimentaire des troupes, comme pour tout l'approvisionnement, le processus de nationalisation suivait cette voie : d'abord l'État établissait un contrôle sur l'exactitude de la distribution par les colonels et les capitaines, puis il venait en aide à ces derniers en organisant des magasins d'État à partir desquels les troupes pouvaient prendre des produits en compte de leur solde, et enfin, il centralisait sous sa direction toute la préparation et la distribution des produits au sein des troupes.

**Caserne.** La solde des soldats a diminué ; le soldat, qu'auparavant, tant en temps de paix qu'en campagne, était nourri par l'habitant ou la servante, est désormais approvisionné par l'État. Parallèlement, l'État a également pris en charge la fourniture de logements pour les soldats. L'ancien mode de loger les troupes chez les civils a été jugé incompatible avec les nouvelles exigences concernant la cohésion des unités et la discipline, et l'État a entrepris la construction de casernes. Déjà à l'époque de Louvois, la construction de casernes en France avait atteint une telle ampleur qu'une partie significative de l'armée permanente a été installée dans des casernes. Dans les États plus pauvres, ce processus de relogement en casernes, qui avait une importance considérable pour la vie intérieure de l'unité militaire, s'est prolongé longtemps. En Russie ce n'est qu'au début du XXe siècle que la question des casernes approchait d'une solution définitive.

Les casernes constituaient une part importante des villes continentales européennes et ont marqué le début de leur croissance rapide, si caractéristique des derniers cent cinquante ans et demi. En Prusse au XVIIIe siècle, le nombre de soldats représentait 20 à 25 % de la population totale de nombreuses villes (en 1740 — Berlin : 90 000 habitants, dont 21 000 dans la garnison ; Magdebourg : 19 580 habitants, 5 à 6 000 dans la garnison ; Stettin : 12 340 habitants, 4 à 5 000 dans la garnison ; Halle : 14 000 habitants, 3 à 4 000 dans la garnison, etc.). L'armée permanente, en tant que facteur de formation urbaine et influençant

puissamment ses besoins sur la création du marché et l'augmentation des échanges, fut un levier puissant, détruisant les restes de l'économie naturelle et ouvrant la voie au capitalisme.

**Artillerie.** La Chine, pays dont le climat favorise la formation de la salpêtre, principal composant de la poudre à canon, est aussi le pays où la poudre à canon a été inventée. Cette invention des Chinois a été adoptée par les Arabes et Byzance, où elle est devenue assez largement connue sous le nom de « feu grec ». Au XIII<sup>e</sup> siècle, la recette de fabrication de la poudre à canon a été traduite du grec en latin et a commencé à se répandre en Europe occidentale.

L'invention de la poudre et l'invention des armes à feu représentent des étapes tout à fait particulières du développement de la technique. En Orient, la poudre était utilisée principalement sous forme de feu ; les Chinois et les Arabes l'employaient sous forme de feux d'artifice — « bougie romaine » — pour provoquer des incendies à l'intérieur des villes assiégées, les Grecs — pour mettre le feu aux navires ennemis. L'utilisation de la poudre pour tirer pourrait être une invention autonome de la pensée européenne. Vers 1300, les expériences de construction d'armes à feu ont déjà commencé ; sa première utilisation remonte à 1327-1331. L'ingéniosité allemande s'est immédiatement orientée vers la création d'armes de très gros calibre ; au début du XV<sup>e</sup> siècle, la « Paresseuse Bertha » du landgrave de Thuringe est devenue célèbre. La ville de Nuremberg en 1388 possédait la « Brunehilde » : le poids de l'arme était de 135 pouds, le poids du projectile en pierre cerclé de fer — 13,5 pouds ; l'arme était transportée par 12 chevaux, son affût — par 16, le bouclier remplaçant la banquette de la batterie de siège — par 6 chevaux (3 charrettes). Derrière la « Brunehilde », envoyée pour le siège, on transportait sur 4 charrettes 11 boulets et 150 livres de poudre, et sur 1 charrette, 8 personnes de service en casques en fer et cottes de mailles ; le chef de la « Brunehilde » était un maître d'artillerie, suivi à cheval.

Le canon est une arme qui n'appartient pas au combattant individuel, et par conséquent, il est en contradiction avec le caractère médiéval des armées. Au départ, les pièces d'artillerie appartenaient soit à des collectifs — corporations et villes, soit à des membres de l'état-major et aux souverains. Les canons et la poudre pris à l'ennemi ne faisaient pas partie du partage du butin, mais constituaient la propriété du capitaine. Au début, l'efficacité des armes à feu était très limitée ; on peut affirmer que les mortiers et les canons jusqu'au XVII<sup>e</sup> siècle représentaient une machine moins perfectionnée et moins puissante que les engins complexes des Romains et des Mongols, basés sur l'utilisation de la force d'un corps élastique en rotation. Ces derniers constituaient un système mécanique très complexe. Au XIV<sup>e</sup> siècle, l'art de leur construction commença à renaître en Europe, mais, malgré la supériorité technique sur les canons, ils ne résistèrent pas à la concurrence des armes à feu : ces dernières étaient entourées d'un aura de mystère et de merveilleux, reconnues par Pétrarque comme une invention infernale, proclamées par Luther comme un instrument de Satan et de l'enfer, et devinrent à la mode ; le principal avantage des armes à feu sur les autres types de projectiles résidait dans le fracas terrifiant du coup de feu. Même Machiavel reconnaissait que les canons agissent principalement par la peur qu'inspire le tonnerre du tir.

Les armes étaient fabriquées par des maîtres indépendants. L'art de l'artillerie portait au départ l'empreinte de l'alchimie médiévale et était entouré d'un grand secret, ce qui rendait sérieusement difficile le perfectionnement de la technique. Déjà en 1420, un « *Feuerwerkbuch* » avait été écrit, dont les copies étaient transmises secrètement de génération en génération par les adeptes de la guilde de l'artillerie ; il n'a été imprimé qu'en 1529 et servait de manuel de référence jusqu'au dernier quart du XVI<sup>e</sup> siècle. Un manuel technique a servi pendant un siècle et demi ! — De nos jours, des publications similaires ne durent même pas 15 ans — le rythme de l'évolution de la technique s'est accéléré plus de dix fois.

Déjà en 1494, le célèbre condottiere Trivulzio exprimait l'idée que les canons étaient inutiles au combat. Mais c'est justement cette année-là que l'armée française, lors de sa

campagne en Italie, fit ses débuts avec de nombreuses améliorations fondamentales de la technique de l'artillerie : les tenons furent inventés, les boulets de pierre furent remplacés par des boulets en fer ou en fonte, la bombe fut inventée, et le canon reçut une forme cylindrique plus précise. Les Français, ayant adopté un projectile plus efficace, amélioré la technique de fabrication des canons et du tir, purent renoncer aux calibres de « canon du roi » et créèrent la première véritable arme de guerre efficace. La ville de Monte-Fortino fut prise par les Français en une heure seulement, période durant laquelle l'artillerie réussit à ouvrir une brèche dans la muraille médiévale de la ville, précipitant l'assaut.

En Italie, il était d'usage de transporter les pièces d'artillerie avec des bœufs attelés. L'apparition de l'artillerie française perfectionnée, attelée à des chevaux et presque capable de suivre l'armée de campagne, fit une forte impression. En 1512, l'artillerie joua déjà un rôle décisif lors de la bataille de Ravenne. Le rapport de l'artillerie à l'effectif de l'armée oscillait déjà à cette époque autour de 4 canons pour 1000 soldats, c'est-à-dire qu'il avait atteint le niveau qui serait maintenu, avec quelques variations sous l'influence des guerres de manœuvre ou de position, presque jusqu'à la dernière guerre mondiale.

Une étape importante dans le développement de l'artillerie fut l'invention, en 1640, de l'échelle des calibres. Jusqu'à cette époque, chaque pièce d'armement portait l'empreinte médiévale de l'individualité de l'artisan qui l'avait fabriquée, et il y avait presque toujours deux pièces distinctes et différentes. L'idée de fabriquer des objets de manière uniforme selon un modèle standard est une idée des nouvelles ères ; elle a ouvert une large voie au capitalisme dans l'organisation de l'industrie et a permis de rationaliser et de mécaniser la production. Les lansquenets attiraient déjà l'attention de l'observateur formé dans les conditions médiévales par le fait que leurs piques, pour répondre aux exigences du travail collectif au combat, avaient toutes la même longueur. À la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, l'attention de l'observateur fut attirée par la livraison faite par des maîtres d'Augsbourg au duc de Bavière de 900 arquebuses, dont l'originalité résidait dans le fait qu'elles étaient toutes prévues pour le même projectile. En France, il fut bientôt exigé de fabriquer des pièces d'artillerie selon quelques calibres (5-6). La fabrication des canons, nécessitant un équipement technique complexe, quitta rapidement les mains des artisans pour se concentrer en quelques lieux ; à l'époque de Louis XIV, Colbert, travaillant parallèlement à Le Tellier, fonda et développa les manufactures d'armes et d'artillerie étatiques ; moins d'un demi-siècle plus tard, Pierre le Grand fonda les manufactures de Toula et de Sestroretsk.

Louvois travaillait assidûment à la militarisation de l'artillerie ; il fallait transformer l'artilleur — technicien d'atelier en chef de troupe, commandant non seulement le train, mais aussi les soldats. Dans un premier temps, le service des pièces en combat restait confié aux soldats d'infanterie, mais pour cet objectif, en 1671, un régiment distinct de fusiliers spécialement formés fut créé. Cinq ans plus tard, des unités purement d'artillerie apparurent déjà — des compagnies de bombardiers.

Toute l'artillerie de l'armée formait un parc d'armée commun, qui, pendant les jours de combat, était réparti entre différentes sections des brigades, comprenant un nombre indéterminé de matériel et de caisses de munitions pour l'infanterie. La partie de combat, organisée à l'avance, n'est apparue dans l'artillerie que sous Gribeauval, inspecteur de l'artillerie française juste avant la Révolution française (1777-1790). Gribeauval a établi le concept de batterie en tant qu'ensemble organisationnel — combinaison du personnel, des chevaux et du matériel, servant un certain nombre de pièces d'artillerie. L'idée de la nécessité de regrouper dans une batterie des pièces d'un même calibre n'existait pas encore, et les batteries étaient composées de canons lourds et légers, ainsi que de licornes (obusiers du XVIII<sup>e</sup> siècle).

Les équipements de combat pris en campagne ne dépassaient pas, jusqu'à Gribeauval, 100 coups par canon. Sous Napoléon, ils ont augmenté à 200-400. Au XVII<sup>e</sup> siècle, la poudre pour les charges était encore pesée au niveau des canons pendant le tir. Au début du XVIII<sup>e</sup>

siècle, les balances ont été remplacées par des mesures : la poudre était prélevée dans le baril ouvert selon le volume, à l'aide d'une mesure pour chaque coup. En 1741, les charges de poudre ont commencé à être préparées à l'avance.

**Fortification.** L'amélioration de l'artillerie — arme collective — a eu un impact sur la généralisation de la vie publique. L'emblème de la fragmentation féodale du pouvoir n'était pas seulement constitué par les murs et les tours des châteaux de chevaliers, mais aussi par les remparts des villes. La civilisation de l'époque de l'Empire romain ne connaissait pas les villes médiévales étroites, enfermées derrière un mur commun — la défense de l'empire se déplaçait vers ses frontières. Le mur urbain médiéval a grandi à une époque de déclin et d'impuissance du pouvoir central et représentait la propriété collective des citadins, survivants des massacres des barbares et réunis dans un petit quartier de la spacieuse colonie romaine. Désormais, les efforts même du collectif des propriétaires se révélaient clairement insuffisants pour se défendre contre un ennemi doté d'artillerie. Les fortifications urbaines, érigées par la municipalité, perdaient leur valeur militaire. Les murs de la plupart des villes ont commencé à s'effondrer ou sont restés comme décor sans importance ; à la place de la préoccupation privée pour la défense, la tâche de la défense d'État est apparue ; l'État a concentré ses efforts sur la création d'un nombre plus réduit mais plus résistant de points d'appui. La carte stratégique de l'Europe au XVIIe siècle change radicalement — la pléiade de villes fortifiées disparaît et une série de villes-fortes apparaît. À cet égard, l'exemple est donné par la France de Louis XIV, qui a érigé jusqu'à trois lignes de forteresses le long des frontières de l'État. L'engouement erroné pour le nombre de forteresses était clair pour le grand ingénieur de l'époque, Vauban, qui a dû construire et reconstruire 160 forteresses ; dans une lettre privée, il exprima l'idée que le grand nombre de forteresses est nuisible, mais « leurs inconvénients ne se feront sentir que lorsqu'on se trouvera dans l'impossibilité d'attaquer ou de se défendre ».

Avant Louvois, il n'y avait pas d'ingénieurs militaires en tant que spécialistes. Les fonctions d'ingénieurs militaires étaient remplies par des officiers d'infanterie issus des régiments de ligne, ayant une inclination pour la construction. Vauban est également issu de l'infanterie. L'envergure des constructions fortifiées a conduit, en 1677, à la création d'un corps spécial d'ingénieurs militaires.

La stratégie de l'époque indiquait que le but des opérations, pour un camp, était de s'emparer des forteresses dans la province frontalière voisine, tandis que pour l'autre, il s'agissait d'empêcher l'ennemi de réaliser cette mission. C'est pourquoi l'art du siège est devenu primordial, et le schéma des travaux de siège établi par Vauban conformément à la technique et à l'artillerie du XVIIe siècle (le plus haut accomplissement étant le tir en ricochet) a été maintenu dans le corps conservateur des ingénieurs militaires jusqu'à la fin du XIXe siècle.

La stratégie avait pour objectif de permettre à la partie la plus faible de manœuvrer à proximité de l'armée ennemie afin de gêner ses succès en siège, tout en conservant la possibilité d'éviter un combat décisif. Cette possibilité est offerte par l'art positionnel — l'occupation et le renforcement rapide des positions solides. C'est pourquoi le XVIIe et surtout le XVIIIe siècle apparaissent comme l'époque de l'apogée de la guerre positionnelle ; le niveau atteint de discipline permettait d'utiliser largement les troupes pour des travaux de terrassement, la construction de barricades, de palissades, etc. Pour protéger les communications, on installait parfois des positions s'étendant sur des dizaines de verstes ; une province menacée était quelquefois défendue par une position verrouillant les passages accessibles sur une centaine de verstes (lignes de la Forêt-Noire, 1713-1714) ; les armées s'installaient parfois dans des « camps fortifiés », où, grâce aux fortifications et aux inondations, elles pouvaient longtemps éviter le combat. Il faut toutefois noter que l'apogée de la guerre positionnelle coïncidait généralement avec la fin des guerres de longue durée,

lorsque les objectifs opérationnels se réduisaient, en accord avec l'affaiblissement de la force morale des troupes et de l'énergie des chefs.

**Armes à feu portatives.** Un siècle après l'artillerie, les premiers modèles d'armes à feu portatives apparaissent et sont mis en service. Si l'influence allemande se manifeste par la fascination pour les gros calibres d'artillerie, le désir d'utiliser des armes à feu sur le champ de bataille reçoit un fort élan en Bohême, pendant les guerres hussites. Les chariots du *Wagenburg* hussite étaient armés de très petites pièces d'artillerie solidement fixées, et les tireurs à feu apparaissent. Les milices allemandes, opposées aux hussites, devaient également emprunter cette voie. L'influence slave est évidente, puisque les Européens occidentaux ont emprunté au tchèque le mot « pistolet ».

Si le développement de l'artillerie représentait la création d'un type nouveau d'arme, avec de nouvelles fonctions et entraînait non seulement des conséquences tactiques, mais également stratégiques et politiques, le développement des armes portatives constituait un processus purement technique de rééquipement progressif des tireurs avec un nouveau type d'armes de projection. À mesure que les armes portatives s'amélioraient, le nombre de tireurs augmentait également ; ces derniers, qui représentaient au départ un appendice — légèrement armé — de l'unité tactique, au sein d'un groupe armé exclusivement d'armes blanches, croissaient en nombre et en importance, transformant progressivement les formes tactiques, absorbant la masse des piquiers et, devenant eux-mêmes la base de l'armée, établissaient l'ordre de combat en ligne.

La lutte entre les armes à feu et l'arbalète ainsi que l'arc a duré pendant de nombreuses années. Lors des concours de tir sportifs des citoyens, à la fin du XVe siècle, les cibles pour les arquebuses étaient placées à 230-260 pas, et pour les arbalètes à 110-135 pas. La portée et la létalité de l'arme à feu étaient supérieures à celles de l'arbalète et largement supérieures à celles de l'arc. Cependant, la fiabilité de fonctionnement et la cadence de tir de l'arbalète, et surtout de l'arc, étaient bien plus élevées. Si la flèche ne pouvait pas être tirée avec précision par temps de vent, il était tout à fait impossible de tirer avec les modèles d'armes à feu de l'époque par temps de pluie. Dans la première moitié du XVe siècle, le nombre de tireurs armés d'armes à feu ne dépassait pas le nombre d'arbalétriers. Au début du XVIe siècle, l'infanterie espagnole était la plus avancée — le nombre de combattants armés d'armes à feu atteignait un tiers, tandis qu'en Allemagne il était deux fois moindre et en France même trois fois moindre. L'empereur Maximilien, créateur des lansquenets, abolissait l'arbalète dans l'armement de l'infanterie en 1507, mais en Angleterre les archers, solides par la tradition, subsistaient encore pendant 120 ans. Dans la littérature française, le débat sur la supériorité de l'arc et de l'arquebuse se poursuivait encore en 1559, et en Angleterre même en 1590. La dernière utilisation de l'arc dans les guerres européennes est mentionnée en 1813, lorsque les Bachkirs et les Kalmouks, faisant partie de la cavalerie légère russe, possédaient encore l'arc et les flèches. Lors de la bataille de Leipzig, le général français Marbeau a été blessé par une flèche russe.

Des améliorations importantes dans les armes à feu portatives remontent au début du XVIe siècle et à la fin du XVIIe siècle. À partir de 1523, des mousquets apparaissent dans l'armement.

La balle de mousquet pesait au début un huitième de livre ; elle pouvait atteindre une portée de 600 pas et infligeait des blessures extrêmement graves ; mais le tir n'était possible qu'avec un support, et le chargement était extrêmement complexe et minutieux ; jusqu'à 95 manipulations étaient nécessaires (encore en 1608). La serrure était à mèche, fonctionnait par temps sec sans défaillance, mais le tireur devait manipuler la poudre en ayant deux mèches allumées — une à la main, l'autre dans la gâchette — et les coups prématurés et accidents étaient très fréquents.

Le mousquet était très lourd, et les fantassins, au milieu du XVIe siècle, cherchaient à se procurer non pas un mousquet, mais une arme plus légère, du type adopté alors par les

chasseurs, de plus petit calibre (balle pesant 7,5 onces), avec un mécanisme à silex ; l'arme était légère, sa manipulation était beaucoup plus facile, mais la distance de tir était réduite d'une fois et demie, la puissance de frappe était plus faible, le mécanisme à silex était capricieux et provoquait un pourcentage significatif de ratés. Ces qualités des mousquets à silex expliquent la position de Louvois sur la question de la réarmement des fantassins ; le mousquet à silex était considéré non comme une arme de combat, mais comme une arme sportive et de chasse, et n'était pas autorisé dans l'armée ; les inspecteurs recevaient l'ordre de détruire les mousquets trouvés dans l'armement et d'obliger les capitaines à acquérir à la place des mousquets provenant des entrepôts.

À la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, le fusil à silex s'était perfectionné ; en 1699, la baïonnette fut inventée, permettant de combiner dans les mains d'un fantassin une arme froide et une arme à feu. La cartouche en papier (1670) fut introduite, permettant de mesurer précisément la quantité de poudre nécessaire pour le fusil. Le chargement, et un peu plus tard (1718), le goupillon à rainures fut inventé, ce qui permettait d'atteindre une cadence de tir de 2 à 3 coups par minute. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, le mousquet avait déjà été partout remplacé par le fusil à silex, avec lequel se déroulèrent la fin des guerres de Louis XIV, les guerres de Frédéric et de Napoléon. Le nombre normal de ratés d'un fusil à silex par beau temps atteignait 15 %.

Le réarmement des armées européennes avec des fusils à silex moins précis et moins puissants correspondait au caractère général du développement de l'art militaire au XVIII<sup>e</sup> siècle. Le cran de mire et le guidon avaient été inventés dès le XV<sup>e</sup> siècle, et les milices urbaines avaient commencé à pratiquer le tir précis individuel lors de leurs compétitions sportives. La lenteur de chargement du mousquet augmentait l'importance du tir précis. Mais à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, et surtout au XVIII<sup>e</sup>, le tireur individuel précis était considéré comme un vestige de l'anarchie médiévale ; l'action de combat devait être le résultat du travail collectif des soldats ; les slogans « tout par le commandement » et « pas en ligne » s'appliquaient également à l'organisation du tir ; au XVIII<sup>e</sup> siècle, le tir individuel précis était réprimé, les soldats étaient formés à recharger rapidement et à tirer des salves coordonnées ; la volonté de former le soldat à effectuer un tir précis était considérée comme une astuce pacifiste, inutile en combat. Au combat, le soldat est nerveux et sa balle dévie considérablement de la direction qu'il souhaitait ; viser avec soin ne fait que ralentir la vitesse de tir. Le calcul du tir de masse au XVIII<sup>e</sup> siècle se basait uniquement sur l'effet de mitraille ou de grenailles des salves de peloton ; peu importait où déviait une seule balle ou grenailles – la masse des projectiles créait un espace touché devant. Le feu de fusil au XVIII<sup>e</sup> siècle avait un caractère automatique et industriel ; l'action monotone et mécanique des salves devait renforcer la cohésion et l'esprit collectif des fantassins, exposés à l'effet déstabilisant du combat. Le fusil à silex, rapide mais imprécis, était l'arme idéale pour la tactique linéaire du XVIII<sup>e</sup> siècle. Selon Scharnhorst, le pourcentage de réussite du tir de masse avec des fusils à silex, dont les balles ne s'éloignaient pas beaucoup lorsque l'angle de tir changeait, était, malgré la suppression officielle de l'entraînement précis, assez élevé et atteignait, lors d'une formation de cavalerie étendue : à 100 pas – 40,3 % ; à 300 pas – 14,9 % ; à 400 pas – 6,5 %. Les règlements recommandaient systématiquement une distance de 100 pas comme la plus avantageuse pour mener un tir décisif au fusil et conseillaient, si possible, de ne pas ouvrir le feu trop tôt. Seule la Révolution française et le combat développé en chaînes de tireurs portèrent un coup sérieux aux tendances collectivistes du feu, mais même aujourd'hui, après la guerre mondiale, elles ne sont pas complètement éradiquées dans tous les esprits et règlements.

L'approvisionnement des troupes en mousquets incombait initialement aux capitaines : le commandant de compagnie recrutait un mercenaire possédant un mousquet en bon état, ou lui prêtait son propre mousquet et en récupérait le coût par des retenues sur son solde. Au fur et à mesure que, au XVII<sup>e</sup> siècle, il a fallu étendre le recrutement au-delà du cercle des mercenaires professionnels, l'état-major a de plus en plus assumé la responsabilité de

l'armement. Les colonels ont aidé les capitaines en achetant des paires de mousquets appropriés, et l'État est également intervenu en mettant à leur disposition des armes à prix préférentiel depuis ses arsenaux et ses *zeughäuser*. Ces derniers sont apparus par nécessité de disposer d'un stock mobilisable de mousquets pour armer la milice, car au début des hostilités il n'était pas facile d'acquérir rapidement de grandes quantités d'armes. L'artillerie et les stocks de mousquets, piques, épées, etc., ont commencé à s'accumuler dans les arsenaux et *zeughäuser* de l'État. À la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, il y avait déjà treize arsenaux en France. L'État devenait de plus en plus exigeant quant à la qualité et l'uniformité des mousquets en service.

En 1666, Le Tellier établit un calibre unique pour tous les mousquets de l'armée française. À partir de 1681, l'aide de l'État dans le domaine de l'armement s'est développée et a pris la forme de l'approvisionnement des troupes en armes à feu fabriquées dans les ateliers publics. La production d'armes blanches est restée plus longtemps entre les mains des artisans et s'est concentrée dans certaines régions (Tolède, Liège, Solingen, Zlatoust).

Le modèle de fusil, qui s'était formé dans ses grandes lignes déjà sous Louis XIV, existait également sous Napoléon (le modèle de 1777 amélioré dans les détails) ; il se distinguait par sa solidité : la durée de vie du fusil était fixée à 50 ans ; cependant, son mécanisme à silex causait des ratés continus sous la pluie ou par vent fort, et une seule pierre à silex dans la platine ne pouvait supporter plus de 50 coups. Le fusil se chargeait en 12 étapes ; le calibre était de 17,5 mm, donc la surface de la section transversale de la balle était 5 fois plus grande que celle de notre fusil trois lignes ; les 60 cartouches portées par le soldat pesaient 672 livres. La balle ronde et lourde (27 grammes) recevait une vitesse initiale très élevée — 612 m/s — grâce à une énorme charge de poudre (12 grammes), ce qui provoquait un choc douloureux lors du recul. Cette tendance, dirigée principalement contre le tir précis individuel, explique le fait que le fusil rayé, apparu déjà sous Louvois pour armer les tireurs d'élite de la cavalerie, ne s'est généralisé qu'au cours de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. La charge de poudre était si forte parce qu'une partie de celle-ci, relevée par les dents du soldat pour être versée sur la platine, devait être déposée sur le magasin, et aussi parce que dans le mécanisme à silex une partie des gaz s'échappait par le percuteur : ce dernier provoquait une impression très désagréable pour le tireur. Pour réduire le recul, les soldats essayaient de renverser le plus de poudre possible sur le sol au moment où ils en ajoutaient sur la platine ; cette perte de poudre était tellement répandue que tous les militaires accueillaient avec joie le passage du mécanisme à silex au mécanisme à piston, finalisé dans les armées européennes en 1840.

**Équipement.** Comme pour les armes, en ce qui concerne l'équipement, l'État a dû, avant tout, se préoccuper non pas de l'armée permanente vivant de solde, mais de la milice. Au XVI<sup>e</sup> siècle, les miliciens insuffisants en France recevaient un équipement fourni par les communes. Mais ensuite, il y eut une séparation ; l'équipement principal était fourni par l'État, et les communes ne donnaient que des compléments — chapeau, linge, chaussures.

Le capitaine, lorsqu'il recrutait un lansquenet dans sa compagnie, exigeait que le jeune homme possède un pourpoint en laine de couleurs vives et même un peu d'argent pour les imprévus. Par la suite, lorsque la qualité du recrutement se détériora fortement, les soucis concernant l'équipement retombèrent principalement sur le capitaine, qui distribuait aux soldats insuffisamment pourvus des vêtements. Chaque capitaine était soucieux que sa compagnie recrutée ait une belle apparence, et il fut bientôt remarqué combien l'aspect des troupes gagnait à l'uniformité des vêtements. Au XVII<sup>e</sup> siècle, l'État permit aux capitaines de retirer du drap de l'usine d'État pour payer partiellement les soldes. L'industrie lainière travaillait depuis longtemps principalement pour l'armée. L'habillement en drap était considéré comme indispensable pour la campagne.

Le Moyen Âge connaissait la « livrée ». Chaque féodal avait des couleurs favorites avec lesquelles il habillait sa domesticité lors des occasions officielles. Ceux qui souhaitaient honorer le prince venaient le saluer vêtus d'une partie de ses couleurs. En 1476, à la cour

française, la garde personnelle portait déjà la « livrée », c'est-à-dire des vêtements aux couleurs du roi de France.

Cependant, l'uniforme des armées permanentes tire ses racines non pas de la livrée féodale, mais du désir de rationaliser l'équipement : il est nécessaire de pouvoir distinguer en combat ses propres soldats des ennemis ; il est nécessaire, en temps de paix, de rendre le soldat responsable des pillages et atteintes aux citoyens, ce qui est impossible si l'apparence du soldat ne révèle pas à quelle unité il appartient ; il est nécessaire de rendre la désertion difficile pour le soldat, ce qui est facilité si l'habillement militaire se distingue nettement du costume civil. Enfin, les exigences de discipline, de cohésion, d'instauration d'un esprit commun au sein d'une unité tactique et de sa consolidation sont atteintes beaucoup plus rapidement lorsque celle-ci est vêtue de manière uniforme. Le premier à introduire un uniforme fut le révolutionnaire Cromwell en 1645 avec les redingotes rouges. Sur le continent, l'uniforme se répandit plus lentement. Louvois pensait qu'il ne fallait pas ruiner les capitaines par l'exigence d'une uniformité totale dans l'habillement de leurs compagnies. Sous Louis XIV, le régiment du roi se vêtait de bleu, celui de la reine de rouge, et celui du dauphin de vert. La mode s'étendit également dans l'armée, et les capitaines plus aisés habillèrent uniformément leurs unités. Les décrets sur les uniformes furent publiés en France 50 ans après que la mode de l'uniforme ait été établie par le pouvoir. Finalement, la notion de l'uniforme, comme quelque chose d'indissociable du grade militaire, fut établie par le décret de 1749.

L'armée de Gustave-Adolphe était encore vêtue d'habits paysans. Mais cent ans après la guerre de Trente Ans, on en vint déjà à nier la possibilité même d'avoir une armée un tant soit peu disciplinée, uniformément habillée. Frédéric le Grand écrivait en 1767 à propos de l'armée prussienne du grand électeur (deuxième moitié du XVII<sup>e</sup> siècle) : « Sa cavalerie avait encore tout l'armement ancien ; elle ne pouvait en aucun cas être disciplinée, car chaque cavalier se procurait lui-même son cheval, ses vêtements et son fusil, d'où résultait une étonnante diversité au sein des unités ». Et « sans uniforme, point de discipline », pensait déjà Frédéric le Grand.

L'État, se limitant d'abord à contrôler l'aptitude de l'équipement militaire (Louvois attachait une attention particulière à ce que les chaussures soient en bon état pendant la campagne), est ensuite venu en aide aux troupes ainsi qu'aux unités distinguées lors de la guerre, avec du tissu et des cadeaux ; Louvois envoyait en cadeau aux capitaines des régiments bien performants une paire de chaussures par soldat ; et ce n'est qu'au XVIII<sup>e</sup> siècle que l'État prit en charge l'approvisionnement en vêtements. Dans l'armée prussienne, les soldats durent tenir compte de l'avarice et de la prudence des rois prussiens ; l'année précédente, en Angleterre, la première exigence de port d'uniforme fut imposée aux officiers de marine ; ainsi, le manteau était remis au soldat uniquement lorsqu'il était en garnison d'hiver et était retiré pour la campagne : le soldat marchait plus facilement, il trouvait refuge dans une tente pendant le repos, et le manteau n'est jamais perdu aussi facilement qu'au combat — avec les tués, les blessés et les disparus. Les soldats d'autres armées avaient des manteaux et ne tremblaient pas autant sous le mauvais temps que les vainqueurs de Rosbach, Leuthen et Zorndorf.

La nécessité de fournir l'armée en drap a entraîné sur le continent un développement considérable de l'industrie lainière. Alors que la consommation totale de drap par la Prusse au début du XVIII<sup>e</sup> siècle ne dépassait pas 50 000 pièces par an, la « Compagnie russe à Berlin » exportait vers la Russie de 1725 à 1738 en moyenne 20 000 pièces de drap militaire par an, ce qui suffisait pour vêtir 100 000 soldats, ou, pour un cycle de deux ans des uniformes, pour une armée de 200 000 hommes. De plus, de grandes quantités de drap étaient importées en Russie depuis l'Angleterre ; l'industrie russe produisant du drap militaire fonctionnait également : les manufactures de Moscou et de Kazan (Shegoleva et Miklyaev), créées sous la pression de Pierre le Grand, comptaient chacune en 1729 plus de 700 ouvriers et environ 130 métiers à



tisser. Une industrie militaire et lainière semblable avait été développée en France par Colbert cinquante ans plus tôt.

L'équipement de la cavalerie n'avait pas été réformée par Louvois ; les chevaux de la cavalerie française étaient la propriété du capitaine commandant l'escadron ; c'est lui qui, avec l'argent alloué pour chaque cavalier, nourrissait les chevaux. Dans ces conditions, l'intérêt du commandant d'escadron était que les chevaux ne soient pas beaucoup sollicités, surtout dans les allures vives, ce qui exige plus d'avoine et use les chevaux plus rapidement. C'est pourquoi la cavalerie française, autrefois réputée pour l'énergie et la fougue de ses attaques, au temps des armées permanentes, avait presque abandonné le galop ; seules en cas extrême, les escadrons français passaient au galop sur une distance de 200 pas de l'ennemi. Dans ces conditions, la cavalerie française, avec ses chevaux gras et non entraînés, n'était pas capable d'un effort soutenu, de manœuvres rapides, ni de saisir l'initiative lors des affrontements avec l'ennemi. Pendant la guerre de Sept Ans, la cavalerie française s'est avérée nettement inférieure à la cavalerie prussienne, dont les chevaux étaient propriété de l'État, entretenus par le gouvernement et entraînés par des chefs tels que Seydlitz pour des attaques au grand galop sur 1800 pas. Ce n'est que l'expérience de la guerre de Sept Ans qui fit comprendre aux Français la nécessité de mettre fin à ces vestiges d'un entrepreneuriat privé dans la cavalerie. Le ministre de la Guerre, Choiseul, entreprit dans les années 1770 une réforme de l'équipement ; celle-ci fut prise en charge par l'État, et déjà en 1776, la première attaque de la cavalerie française pouvait avoir lieu sur de grandes distances, à plein galop, avec des chevaux fournis par l'État.

**Corps d'officiers.** Au Moyen Âge, pour devenir maître et ouvrir une entreprise artisanale, il fallait accomplir une longue période d'apprentissage en tant qu'apprenti et compagnon. Par un chemin similaire, au cours du XVI<sup>e</sup> siècle, les grades de soldat permettaient d'accéder au rang de maître en matière militaire, de capitaine de lansquenets et de bandes mercenaires. Encore en 1629, l'édit de Richelieu stipulait qu'un soldat digne devait être promu capitaine et au-delà. L'état-major au XVI<sup>e</sup> siècle, tout comme les centurions de la Rome antique, était étroitement lié à la masse des soldats ; les sous-officiers et officiers supérieurs de la compagnie n'étaient séparés par aucune barrière, formant une seule masse de « *uriadniki* », comme le désignait notre règlement, « L'apprentissage et l'ingéniosité de la formation militaire des fantassins ». Même le musicien était considéré comme un « officier », selon les concepts du XVI<sup>e</sup> siècle.

Déjà Maurice d'Orange, afin de protéger « les intérêts du service contre la protection des cercles politiques au pouvoir », introduisit l'exigence de la promotion progressive d'un officier d'un poste à un autre, avec trois ans d'ancienneté à chaque poste. Le Tellier créa définitivement une hiérarchie militaire, avec une division des grades en grades généraux, non directement liés au service dans une unité militaire, grades d'état-major, non liés à une compagnie ou un escadron, et en grades subalternes ; ces derniers étaient en contact direct avec la masse des soldats. Depuis l'époque de Maurice d'Orange, et en particulier celle des rois suédois Charles IX et Gustave-Adolphe, le corps des officiers, soumis à de nouvelles exigences accrues, commença à perdre son caractère international — les aventuriers capables obtinrent une coloration nationale. Il ne faut pas exagérer l'importance des exigences de savoir — latin et géométrie — énoncées par Maurice d'Orange, mais la demande croissante que les officiers possèdent des « sentiments » — la conscience d'appartenir à la classe dominante de l'État — prit une importance décisive. Entre les grades d'officiers et ceux des soldats, avec la création d'armées permanentes, un fossé profond commença progressivement à se creuser. L'Europe de l'Ouest s'engagea sur la voie de la constitution d'un corps de commandement issu de la classe dominante, voie inconnue ni des Grecs et des Romains, ni des Suisses et des lansquenets et très caractéristique des temps modernes ; Pierre le Grand emprunta à l'Ouest non seulement des idées techniques, mais aussi le concept nouvellement formé de l'officier noble. L'un des prisonniers de la Bastille écrivit un livre publié en 1685 aux Pays-Bas intitulé

«Comment se comporter envers Mars», qui représente le premier monument littéraire des nouvelles notions d'officiers ; ce travail justifie le concept d'honneur militaire, en appliquant au grade d'officier les notions nobles et chevaleresques de la morale ; un bon officier ne sert pas pour le salaire, il dépense plus qu'il ne reçoit. Le corps administratif non noble, qui vit du service, est traité avec mépris comme des escrocs attachés à l'armée. Frédéric-Guillaume I, n'admettant que des nobles comme officiers et les contraignant de force à accepter ce grade, prenait les fils des propriétaires terriens et les confiaient au « corps des cadets » — une sorte de régiment modèle où l'on suivait également un programme scolaire de premier niveau et où l'on formait les officiers. En 1726, un règlement spécifique pour les officiers fut rédigé ; un serment particulier, différent de celui des soldats, fut instauré. Frédéric le Grand continua la politique de son père, mais il lui fallait déjà recruter de force pour le service militaire uniquement les fils des propriétaires terriens de Silésie récemment annexée ; dans les autres régions de la Prusse, le système des junkers était déjà solidement établi. Les junkers d'origine noble entraient dans l'armée à 12-13 ans et étaient facilement promus officiers ; mais si un candidat au grade d'officier paraissait suspect par son origine, Frédéric le Grand l'éjectait de la ligne avec sa canne crochue et le chassait en scandale. En 1806, sur la masse des officiers prussiens, plus de 5 000, seuls 131 étaient des officiers non nobles, servant principalement dans les bataillons de garnison.

Simplicissimus, satiriste du XVIII<sup>e</sup> siècle, a représenté la hiérarchie militaire sous la forme d'un arbre, dont les branches inférieures sont occupées par les soldats, et un peu plus haut—par les sous-officiers. Ensuite vient le tronc nu, parfaitement lisse et si merveilleux que ni le courage, ni l'habileté, ni l'éducation ne permettaient de grimper de ses branches inférieures vers les supérieures. Les branches supérieures étaient occupées par les officiers supérieurs, d'état-major et les généraux ; atteindre le sommet n'était possible que si un parent assis là-haut laissait descendre une échelle.

**Turenne.** Parmi les chefs militaires français du XVII<sup>e</sup> siècle, deux sont les plus célèbres — le prince de Condé et Turenne (1611-1675) — et ils n'avaient pas encore complètement abandonné certaines caractéristiques féodales ; ils considéraient encore possible de se voir comme un État dans l'État, levaient les armes contre le gouvernement en s'appuyant sur l'intervention militaire d'étrangers, les pires ennemis de la France. Battus par Mazarin, qui poursuivait la lutte de Richelieu contre les féodaux, et placés à la tête de l'armée du nouvel État centralisé, ils se sont naturellement retrouvés en opposition à l'autorité « tyrannique » du ministre militaire Louvois, incarnant l'unité de la volonté nationale. Turenne a laissé des mémoires très instructives ; ayant reçu une éducation puritaine, il se distinguait parmi l'aristocratie française par sa capacité de travail, sa modestie et sa dignité ; alors que les courtisans, tels que le maréchal La Feuillade, agissant sous le commandement d'un autre général, se hâtaient de répandre la nouvelle que le commandant de l'armée avait tout raté et s'était réfugié au moment décisif, et que la victoire avait été remportée uniquement grâce à lui — La Feuillade, Turenne, méprisant l'intrigue basse, disait : « nous avons vaincu », « j'ai été battu ». Ennemi des systèmes et des recettes en tactique et en stratégie, Turenne représente l'opportunisme dans l'art militaire : « et avant tout je vous recommande le bon sens ». L'importance de Turenne, en tant que figure majeure lors de la transition vers le système de stockage des vivres, a été décrite ci-dessus. En France, son nom est associé aux derniers grands succès de l'arme française, suivis d'un siècle de défaites humiliantes. Ses dernières campagnes de 1674-75, avec la marche hivernale contre le célèbre commandant Montecuccoli, ayant permis à la France de conserver l'Alsace, firent de lui un héros national français. Clausewitz, admirateur des méthodes brutales de Napoléon, voit en Turenne un commandant armé non d'une lourde épée chevaleresque, mais d'une fine épée de cour. Par cette célèbre comparaison, Clausewitz souligne la différence entre la stratégie du XVII<sup>e</sup> siècle et celle de Napoléon : la manœuvre occupait chez Turenne une place beaucoup plus importante que chez Napoléon, le combat n'était pas le seul, mais le dernier moyen de conquête territoriale ; dans

la défaite de l'armée ennemie, Turenne ne voyait pas le seul objectif de l'action militaire. Mais les principes de la stratégie napoléonienne n'étaient pas encore possibles pour les petites armées de l'époque précédant la Révolution française ; une tentative de pénétration profonde avec une armée de seulement quelques dizaines de milliers de soldats aurait pu conduire Charles XII seulement à Poltava. Si Turenne était un grand maître de la stratégie d'usure, ses manœuvres étaient toujours empreintes de confiance et de détermination, et son épée légère de cour, pour reprendre la terminologie de Clausewitz, était finement aiguisée et capable de porter de lourds coups.

**La défense de l'Alsace en 1674.** Lors de la deuxième guerre de Hollande (1672-1678), Louis XIV rencontra une résistance de la part de l'Espagne, des Pays-Bas et de presque tous les États allemands. Les succès initiaux des Français aux Pays-Bas en 1763 furent en grande partie annulés. En 1674, la France devait s'attendre à un renforcement encore plus grand des adversaires. Louis XIV, sur les conseils de Louvois, décida de déployer quatre armées : l'armée principale, sous le commandement du roi, envahit en avril et mai la province espagnole de Franche-Comté, assiégea et prit sa capitale Besançon et acheva en juillet la conquête et l'annexion de cette province à la France. La frontière espagnole était surveillée par l'armée du maréchal de Schomberg ; aux Pays-Bas, sur le Bas-Rhin, une puissante armée commandée par le prince de Condé devait mener des opérations offensives. Turenne, d'abord avec 10 000 hommes, puis avec 15 000, devait en Alsace couvrir l'opération que le roi menait en Franche-Comté. De toute évidence, l'ennemi ne concentrait pas son attaque principale contre l'Alsace.

En Alsace, Turenne pouvait s'appuyer sur les forteresses de Philipsbourg, Brisach et plusieurs petites fortifications. Strasbourg et Mulhouse étaient neutres ; à Strasbourg, le parti allemand était plus fort. Les adversaires de Turenne occupaient toute la rive droite du Rhin et le Palatinat sur la rive gauche. La coalition n'était pas prête à commencer les opérations militaires tôt : environ 30 000 hommes se trouvaient sur le Rhin moyen, de nombreuses contingents allemands devaient n'arriver qu'au moment des moissons, et directement devant Turenne se trouvaient seulement 6 à 10 000 hommes, principalement de cavalerie.

Pendant que les opérations se poursuivaient en Franche-Comté, Turenne occupait l'Alsace, concentrant son poing au centre de celle-ci, près de Haguenau, et empêchait les tentatives de l'ennemi de lancer des raids en Franche-Comté. À la mi-juin, l'élimination de la résistance ennemie en Franche-Comté libéra les mains de Turenne ; afin de retarder la préparation d'une opération ennemie contre l'Alsace, Turenne passa immédiatement à des actions actives.

La coalition n'a commencé l'opération qu'à la fin du mois d'août, avec 35 000 soldats contre les 20 000 de l'armée de Turenne. Les Allemands avançaient du nord le long de la rive gauche du Rhin, mais n'ont pas osé attaquer Turenne sur la position forte derrière la rivière Klingbach. Ils ont réussi à traverser discrètement près de Speyer sur la rive droite du Rhin et, par une marche forcée, à se diriger vers le sud ; le 25 septembre, ils ont traversé le Rhin par le passage que Strasbourg leur avait fourni. La tentative de Turenne d'arrêter cette marche par un coup de flanc à travers Philippsburg est arrivée trop tard. À la fin du mois de septembre, Turenne avait concentré ses forces dans un demi-périmètre au nord de Strasbourg, le front tourné vers le sud. La moitié sud de l'Alsace avait été libérée par les Français. Le roi, sur le conseil de Louvois, craignant pour les faibles forces de Turenne, lui proposa de se retirer complètement en Lorraine, « ayant préalablement réduit l'Alsace en un tas de cendres ». Après un tel châtement, l'Alsace serait à jamais perdue pour l'influence française. Turenne refusa, estimant que le pire qui pourrait arriver serait son retrait forcé en Lorraine.

Comme à la mi-octobre l'ennemi devait renforcer ses troupes avec 20 000 Brandebourgeois, Turenne décida, le 4 octobre, près d'Erzheim, d'attaquer avec 22 000 contre un ennemi de 35 000. L'attaque ne donna pas de résultats décisifs (les Français perdirent 2 000 hommes, les Allemands 3 000 et 8 canons). Le 7 octobre, Turenne occupa une position fortifiée à Marienheim, sur la route de Strasbourg à Saverne, et la tint jusqu'au 18 octobre; au

moment où 50 000 Allemands se préparaient à l'attaquer sur cette position, Turenne se retira sur une position fortifiée à Detwiller. Le 29 octobre, Turenne reçut d'importants renforts de l'armée de Flandre, où les opérations militaires étaient déjà terminées pour l'hiver, ce qui obligea les Allemands à renoncer à l'attaque et à se replier vers Strasbourg.

Le mauvais temps, les difficultés d'approvisionnement et les maladies ont contraint les deux adversaires à se préparer à passer l'hiver dès le mois de novembre. Turenne, dont la cavalerie était totalement décimée, laissant les avant-postes de Zabern et Hagenau, a retiré ses forces principales en Lorraine. Les Allemands se sont dispersés dans tout le Haut-Rhin, de Strasbourg à Bâle et Mumpelgard, avec des avant-gardes à Épinal et Remiremont.

Comme il fallait renvoyer les renforts reçus à la fin de l'hiver dans l'armée de Flandre et comme le niveau supérieur de l'économie française permettait de compenser rapidement les manques survenus dans l'armée pendant la campagne, Turenne décida d'entreprendre une campagne hivernale : autrement, l'Alsace, où les sympathies envers les Français étaient très faibles, pourrait être définitivement perdue pour la France.

Le 4 décembre, Turenne quitta ses quartiers d'hiver ; le 14 décembre, il prit position en avant à Belfort ; il se trouva alors obligé de s'y attarder deux semaines afin de renforcer son arrière. Une série de démonstrations de petites unités sur le front des Vosges détourna l'attention des Allemands, complètement non préparés à la campagne d'hiver. Le 28 décembre, l'offensive de Turenne vers le nord, le long de l'Alsace, reprit. Les Allemands subirent une série de petits échecs ; le 5 janvier 1675, Turenne, avec environ 30 000 hommes, attaqua à Türckheim et força les forces principales des Allemands à se replier. Le 14 janvier, les Allemands se retirèrent à Strasbourg sur la rive droite du Rhin. Turenne ne s'opposa pas à leur retraite depuis Türckheim (« pont d'or »). La campagne était terminée, les adversaires passèrent l'hiver, séparés par le Rhin.

Dans cette campagne défensive exemplaire, il y a beaucoup à apprendre. Turenne n'a jamais perdu de vue son objectif limité — défendre l'Alsace. La défense a commencé par deux offensives sur la rive droite du Rhin afin de gagner du temps, des ressources et d'infliger des pertes à l'ennemi. Ensuite, Turenne s'occupe de la tâche défensive en bloquant l'accès de l'ennemi à l'Alsace depuis le nord, en occupant la ligne de la rivière Klingbach ; face à un contournement, Turenne réagit par une tentative de frappes de flanc à travers Philippsbourg. Lorsque les Allemands ont traversé à Strasbourg, Turenne ne pouvait déjà plus défendre toute l'Alsace et a temporairement limité son objectif à la tenue de la partie nord, d'où chasser les Allemands serait par la suite très difficile. En même temps, Turenne a pris position à un endroit où il pouvait beaucoup plus facilement être soutenu par l'armée de Flandre que dans le sud de l'Alsace. Malgré la situation désespérée, il a cherché à résoudre sa mission de manière offensive près d'Erzheim. Après l'arrivée des troupes brandebourgeoises, face à une supériorité presque triple, Turenne n'a pas perdu courage et a commencé à gagner du temps par une défense prudente. Dès que la situation a changé, Turenne a abandonné la limitation temporaire de sa mission — tenir uniquement le nord de l'Alsace — et s'est de nouveau lancé vers son objectif principal dans son intégralité : la défense de l'Alsace sur toute sa longueur.

Chez les Allemands, il y a une confusion totale des idées ; le commandement suprême est extrêmement douteux — le duc de Bournonville, commandant en chef, a suscité des soupçons quant à savoir s'il n'était pas acheté par les Français. Le commandement a été contesté par l'électeur de Brandebourg et de nombreux petits princes allemands, ils accompagnaient leurs contingents ; les décisions n'étaient prises qu'après des discussions au sein d'une assemblée très nombreuse et variée. Cela, cependant, ne diminue en rien les mérites de Turenne, car l'art consiste à profiter de façon ingénieuse de toute faiblesse de l'ennemi.

Dans cet exemple, il est facile de constater que, même si les concepts stratégiques généraux de Louvois étaient infructueux, l'armée française, grâce à la meilleure organisation

mise en place par Louvois, était capable de commencer les opérations beaucoup plus tôt et de les terminer plus tard que l'ennemi, ce qui conférait d'énormes avantages opérationnels.

**Eugène de Savoie.** L'ennemi le plus redoutable des armées françaises sous Louis XIV fut le remarquable général autrichien Eugène de Savoie (1663-1736). Fils de la nièce de Mazarin, il fut élevé à la cour française ; ses parents n'étaient pas en faveur, et le garçon fier et intelligent était la cible des railleries de la cour, désireuse de plaire au roi. On le préparait à une vocation ecclésiastique ; le roi, en raison de son apparence et de sa faiblesse, lui refusa la demande d'entrer dans l'armée française.

Sous le prétexte d'une lutte sacrée contre les Turcs, assiégeant Vienne, Eugène émigra de France, s'engagea dans l'armée autrichienne et, en tant qu'émigré, conserva une haine ardente envers les Bourbons.

**La bataille de Höchstädt.** Dans l'histoire de l'art militaire, il convient de mentionner la bataille de Höchstädt, le 13 août 1704. C'était la quatrième année de la guerre de Succession d'Espagne ; l'avantage était du côté de Louis XIV ; l'armée franco-bavaroise repoussait avec succès l'armée impériale commandée par Louis de Bade sur le Danube et pouvait envisager une invasion décisive du territoire autrichien. La situation stratégique a radicalement changé en raison de la décision audacieuse de l'illustre général anglais, le duc de Marlborough : malgré la volonté des gouvernements anglais et néerlandais, il abandonna le théâtre de guerre hollandais qui lui était confié, se détacha de l'armée française incompétente de Villeroi, traversa la moitié de l'Europe et vint en Bavière pour venir en aide aux Impériaux. Eugène de Savoie y amena également des renforts.

Contre trois armées ennemies réunies, d'une force de 62 000 hommes, les Français et les Bavares ne disposaient que de 47 000 hommes ; mais comme l'Angleterre et les Pays-Bas rappelaient obstinément Marlborough, il était avantageux pour les Français d'attendre que la concentration temporaire des forces ennemies se dissipe. Ils prirent une position fortifiée près d'Augsbourg. Pour forcer l'armée franco-bavaroise à sortir de cette position imprenable, les Anglais et les Impériaux ravageaient intensivement le territoire bavarois ; quand cela ne donna pas de résultat non plus, ils décidèrent de recourir au dernier moyen pour tenter d'attirer les Français avant le départ de Marlborough : Louis de Bade, avec 14 000 hommes, se sépara pour assiéger la ville fortifiée bavaroise d'Ingolstadt. L'armée franco-bavaroise se mit effectivement en marche pour gêner la prise d'Ingolstadt par une manœuvre, et lors de la halte près de Höchstädt, elle fut attaquée par l'armée de la coalition.

L'attaquant disposait de 48 000 soldats répartis en deux armées, sous le commandement de Marlborough et d'Eugène de Savoie ; l'avantage en cavalerie, 20 000 contre 17 000, était de leur côté ; le défenseur, avec 47 000 hommes, représentait en réalité trois armées : la bavaroise du prince électeur Maximilien-Emmanuel et deux armées françaises des maréchaux Marsin et Tallard. Ce dernier n'unifiait pas pleinement le commandement. L'avantage en infanterie et en artillerie (90 pièces contre 52) était du côté franco-bavarois.

La fragmentation du commandement du côté de l'armée franco-bavaroise compliquait la prise de toute décision énergique et conduisait à une défense passive. L'autonomie des trois parties de l'armée empêchait de dégager une réserve générale. Toutes les forces franco-bavaroises se trouvaient immédiatement réparties avec des tâches passives, sur un front ayant presque atteint six verstes. Sur l'aile droite, les Français atteignaient presque le Danube ; le front était protégé par le ruisseau Nebel avec une vallée marécageuse difficile d'accès ; les meilleures approches par le bas-Nebel menaient à de vastes localités de Blindheim et d'Ober-Glauxheim. L'encercllement par le nord était compliqué par les forêts et le terrain accidenté.

Tallard renonça à la défense directe du ruisseau Nebel afin de ne pas déployer ses troupes sur un terrain marécageux. La plus grande partie de l'infanterie de Tallard (27 bataillons) occupa fermement Blindheim ; Marsin prit position à Ober-Glauxheim avec 14 bataillons ; le front entre ces points d'appui était tenu par la cavalerie de Tallard et de Marsin ;

le prince-électeur de Bavière, avec la cavalerie bavaroise et une partie de l'armée française, forma sur les collines au nord d'Ober-Glauheim une redoute défensive.

L'attaquant a donné les ordres suivants : le secteur de la rive du Danube jusqu'à Ober-Glauheim est attaqué par l'aile gauche – Marlborough ; l'encerclement par le nord est effectué par l'aile droite d'Eugène de Savoie (infanterie prussienne sous le commandement de Leopold de Dessau et une cavalerie nombreuse).

Le déploiement d'Eugène de Savoie a été fortement retardé, et l'attaque n'a pu commencer qu'après midi ; les Français avaient eu le temps de se disposer pour la défense dans les villages, de barricader toutes les entrées, de brûler certaines maisons gênant le tir depuis la lisière des villages, d'adapter la défense du terrain, de tendre une ligne de barricades avec des charrettes de Bindheim jusqu'au Danube. Les premières heures de combat se sont déroulées avec un succès considérable pour les Français : toutes les attaques des Anglais et des Hollandais sur les villages fortifiés étaient repoussées avec de lourdes pertes ; les défenseurs laissaient s'approcher l'infanterie attaquante la plus faible à une trentaine de pas et la foudroyaient de salves ; l'artillerie française, depuis ses positions de commandement, avait un net avantage sur l'artillerie d'attaque la plus faible. Les 3 attaques de cavalerie d'Eugène de Savoie ont été repoussées par l'électeur de Bavière après des combats très âpres. Eugène voyait clairement l'insuffisance de ses forces, mais a continué à persister dans ses attaques afin d'attirer l'attention de l'ennemi sur lui.

Vers 4 heures, le lord Marlborough avait bien compris la situation : il suspendit les attaques sur Blenheim, où les Anglais ne devaient que contenir les Français par des tirs, et concentra toutes les forces disponibles contre le centre français. La cavalerie anglaise traversa ici le Nebel et, en trois attaques, parvint à épuiser les forces de la cavalerie française. Tallard constata une faiblesse inacceptable de son centre, où la cavalerie n'avait plus suffisamment de forces pour tenir contre les troupes qui avaient traversé le Nebel, vit les réserves accumulées par Marlborough, demanda de l'aide à Marsin venant du nord, tenta de rassembler des réserves à Blenheim — mais en vain : l'infanterie, retranchée et installée dans les villages, ne sortait pas sur la plaine. Seuls 9 bataillons français se joignirent à la cavalerie, lorsque, à la cinquième heure, Marlborough lança une attaque avec toutes les forces disponibles sur le centre. Tallard fut presque instantanément renversé, l'armée française fut coupée en deux. L'aile gauche — Marsin et l'électeur de Bavière — parvint à se replier. La garnison de Blenheim continua à défendre le village, fut encerclée et dut capituler la nuit. Pertes du vainqueur : 25 % (4 635 tués et 7 676 blessés) ; pertes de l'armée franco-bavaroise en tués et blessés atteignaient la même proportion ; de plus, 9 000 prisonniers (dont le blessé Tallard) et 40 canons furent capturés.

Dans cette bataille, les contemporains furent frappés par l'impuissance de Tallard à extraire des villages l'infanterie qui s'y était réfugiée pour contrer un nouveau groupement ennemi. La défaite de la bataille fut expliquée par l'erreur de Tallard — il ne faut, dans la mesure du possible, pas disperser les troupes pour occuper des objets locaux, car dans ce cas, elles se perdent pour la manœuvre. À partir de ce moment commence la crainte des objets locaux, la recherche d'une plaine ouverte pour le combat, si caractéristiques de la tactique du XVIII<sup>e</sup> siècle. Seules les armées de la Révolution française cessèrent de craindre d'envoyer des unités entières occuper des villages et d'autres objets locaux. Mais ce changement de tactique reposait sur une modification de l'état moral de l'infanterie, dont les succès militaires étaient basés non seulement sur la contrainte, sur les actions exécutées sur ordre des chefs, mais aussi sur le désir volontaire du soldat, sur sa volonté de se distinguer, sur l'enthousiasme révolutionnaire ou bonapartiste. Si, à Blenheim, se trouvait une infanterie française plus animée — révolutionnaire ou napoléonienne — elle ne se serait peut-être pas limitée à un simple tir de flanc contre les unités de Marlborough perçant le centre ; les commandants auraient réussi à lever derrière la couverture les tireurs confortablement et sûrement installés

et à les lancer dans une contre-attaque contre le flanc gauche des unités de Marlborough qui menaient une offensive décisive.

Les Français ont ici manifesté, de manière assez malheureuse, une propension à se battre pour des objets locaux, à fragmenter le champ de bataille global en foyers séparés. Le manque d'unification du commandement les a conduits à la passivité et à la dispersion des forces, à l'absence de réserve générale.

Les actions d'Eugène de Savoie et de Marlborough sont très instructives, ayant su saisir le moment pour livrer une bataille décisive, face à la détérioration menaçante de la situation stratégique ; Eugène de Savoie, avec ses dernières forces, poursuivit l'attaque — il ne pouvait pas être victorieux sur son secteur, mais par sa ténacité, il retint et détourna vers le nord les forces ennemies disponibles ; enfin, lord Marlborough, s'étant trompé dans le calcul visant à capturer facilement Blenheim pour s'assurer un passage sur le Nebel, identifia les points faibles de la disposition de l'ennemi, corrigea froidement le groupement, cessa les attaques sur Blenheim et porta un coup décisif dans une nouvelle direction. Eugène de Savoie et Marlborough travaillaient en étroite coordination et, malgré la dualité de commandement et la diversité de leurs troupes — Autrichiens, Prussiens, Danois, Hanovriens, Hollandais, Anglais, Hessiens —, ils parvinrent à une parfaite unité d'action.

**La campagne de 1706 en Italie.** L'apogée de l'art militaire et une exception marquée pour son époque est la campagne d'Eugène de Savoie en 1706 en Italie. La guerre de Succession d'Espagne était à son comble. Les Français, après les succès de 1705, concentraient leur attention principale sur le siège de Turin — capitale de l'allié autrichien, le duc de Savoie. La garnison de 20 000 hommes de Turin, fortement fortifiée, fut assiégée par des forces françaises doublées sous le commandement du médiocre général La Feuillade, qui avait obtenu le commandement de l'armée seulement grâce à des intrigues de cour. Le duc de Savoie, avant que Turin ne soit complètement assiégée, s'échappa avec plusieurs milliers de cavaliers et se retira vers les montagnes au sud de la ville. L'armée française de 30 000 hommes couvrait le siège, occupant trente forteresses de Lombardie et avançant de solides avant-postes jusqu'au lac de Garde. Le meilleur commandant français, le maréchal de Vendôme, qui avait repoussé les Autrichiens d'Italie vers le Tyrol, fut rappelé pour commander sur le théâtre des Pays-Bas, où les affaires françaises se déroulaient mal. La conquête de la Lombardie semblait pourtant assurée ; le dernier bastion de la coalition — Turin — devait tomber en août, comme l'espérait La Feuillade. Le commandant en chef français, en lieu et place de Vendôme, fut désigné le neveu du roi, le jeune prince d'Orléans, auquel fut adjoint un conseiller, le général Marsin, servile et sans caractère.

Eugène de Savoie, ayant reçu le commandement de l'armée autrichienne en Tyrol, disposait de 34 000 hommes. À tout prix, il devait libérer Turin, car la chute de Turin aurait entraîné la soumission du duché de Savoie à Louis XIV, ce qui aurait marqué le début de l'effondrement de la coalition formée contre la France et rendu presque impossible la poursuite par les Autrichiens de la lutte sur le théâtre italien. Pour Eugène de Savoie, deux directions d'opérations s'offraient : la première, la plus courte, longeait la rive gauche du fleuve Pô et traversait ses nombreux affluents, formant des positions fortes. La progression des Autrichiens au nord du Pô permettait de tirer parti de toutes ces positions parsemées de forteresses. Eugène de Savoie ne mettait pas en péril ses communications avec l'Autriche, mais ne pouvait pas compter durant ce temps de secourir Turin. L'autre direction, que choisit Eugène de Savoie, partait du plateau de Rivoli, seule sortie des montagnes du Tyrol contrôlées par les Autrichiens, vers le sud, longeait l'Adige, traversait son cours inférieur, puis le Pô et, le long de sa rive droite, tournait vers l'ouest. Cette direction constituait une route détournée et comportait un risque énorme. Les communications avec l'arrière étaient complètement inexistantes ; en cas d'échec, l'armée était condamnée. Mais elle offrait la possibilité de contourner le flanc droit de l'armée française et d'atteindre Turin sans interruption. L'intendance de l'armée durant la marche était assurée par le duc de Modène, allié de

l'Autriche. Au cours du mois de juillet, Eugène de Savoie avança progressivement vers le sud le long de l'Adige, et en août il entreprit la mise en œuvre rapide de son plan. En dix-sept jours, son armée parcourut 270 verstes et réussit à prévenir les Français dans le défilé de Stradella. Le commandement français répondit à la manœuvre d'Eugène de Savoie en occupant une série de positions latérales et en menaçant les communications de l'armée autrichienne, que Eugène de Savoie abandonna lui-même. À la barrière française, il ne restait alors pas d'autres choix que de suivre le long de la rive nord du fleuve Pô derrière les Autrichiens. L'initiative des actions a été entièrement saisie par le commandant autrichien. Eugène de Savoie s'avança audacieusement entre les positions occupées par les Français et les forteresses d'Alexandrie et Tortone à moins d'une journée de marche, sans y prêter attention, se joignit à la cavalerie du duc de Savoie et se dirigea contre Turin. Les Français l'attendaient à Turin derrière les fortifications de la ligne de circonvallation. Les fortifications françaises étaient naturellement plus fortes dans les secteurs orientés vers le sud et l'est, et plus faibles dans la direction arrière pour les Français, au nord-ouest de Turin, entre les rivières Dora et Stura. Eugène de Savoie couronna sa manœuvre audacieuse par un combat décisif : pour créer les conditions les plus favorables au combat, il prit un risque supplémentaire, traversa le fleuve au nord de Turin, pénétra dans la zone entre la frontière française et Turin et attaqua les positions françaises entre les rivières Dora et Stura. Il en résulta une bataille avec un front inversé. À l'arrière d'Eugène de Savoie se trouvaient les sommets enneigés des Alpes et la frontière française.

Dans la région de la forteresse de Turin, les Français ont concentré jusqu'à 40 000 hommes, mais la majeure partie de ces forces constituait l'armée de siège de La Feuillade, qui se hâtait de prendre la forteresse sur le point de tomber. La Feuillade a vu dans les actions d'Eugène de Savoie le désir de détourner les forces françaises par une diversion et ainsi empêcher le siège de se terminer rapidement. Par conséquent, La Feuillade s'opposait à tout affaiblissement de l'armée de siège, et Marsin, craignant ses relations parisiennes, n'osa pas le contredire. La proposition du prince d'Orléans — attaquer l'armée d'Eugène de Savoie avec toutes les forces lors de sa manœuvre de flanc — fut rejetée lors du conseil militaire. Les démonstrations d'Eugène de Savoie ont retenu une partie des Français sur la rive fausse du fleuve Pô. L'attaque d'Eugène de Savoie le 7 septembre 1706 sur un front de trois verstes entre la Dora et la Stura fut menée par 30 000 hommes. Ce coup fut affronté par 12 000 hommes du prince d'Orléans. Les Français n'avaient pas assez de forces pour occuper tout le front, insuffisamment fortifié. L'infanterie prussienne de Léopold de Dessau assaillit de front les tranchées françaises ; le combat fut décidé par l'enveloppement effectué par les Savoie à travers les marais de la Stura. Les Français commencèrent à battre en retraite, et à ce moment, le commandant de Turin, Daun, qui défendait la ville avec acharnement depuis trois mois, ayant remplacé le garnison de citoyens sur les remparts, lança toutes les forces disponibles de Turin pour une sortie dans l'arrière des Français. La défaite des troupes du prince d'Orléans fut totale ; l'armée de La Feuillade, n'ayant pas participé à la bataille, fut prise de panique ; néanmoins, les Français, abandonnant le parc de siège, se retirèrent vers la frontière française, sans être inquiétés par les Autrichiens. Deux jours après la bataille de Turin, le détachement du duc de Médavy (13 000 hommes), laissé dans la région de la rivière Mincio, dut affronter sous Castiglione quelques forces autrichiennes faibles du prince de Hesse, mais cela ne changea pas le résultat de la campagne : le général Médavy, coupé de la France par Eugène de Savoie, conclut, avec la permission de Louis XIV, une capitulation selon laquelle toutes les forteresses lombardes furent remises aux Autrichiens, ce qui permit aux troupes françaises de rentrer au pays.

Cette campagne est très instructive. Les contemporains en ont tiré la conclusion de l'impossibilité pour une armée assiégeante d'intercepter les secours arrivant à la forteresse depuis les positions de circumvallation ; et les lignes de circumvallation, que Jules César avait si habilement utilisées lors du siège d'Alésia et que Maurice d'Orange a remises en vigueur



dans l'histoire récente, sont tombées en désuétude. En réalité, la défaite des Français est due non pas tant à la position de circumvallation qu'à l'absence d'une direction unifiée et ferme. Si La Feuillade avait engagé ne serait-ce qu'un quart de ses forces pour soutenir le prince d'Orléans, les Français auraient peut-être pu tenir leurs positions. Mais l'intérêt central de cette campagne réside évidemment dans la décision majestueuse d'Eugène de Savoie — prendre le risque de perdre les communications avec l'Autriche, au prix duquel il obtient la maîtrise complète de l'initiative et soumet la volonté de l'ennemi. Les Français considéraient la conquête de l'Italie comme presque achevée, affaiblissant ainsi l'énergie de la direction et de la conduite de la guerre, se contentant de menaces pour contenir l'ennemi jusqu'au moment où la chute de Turin ferait d'eux les maîtres absolus de la Lombardie ; tandis que l'ennemi, presque sans issue, mais mené par un grand commandant, tenta tous les risques et, en mobilisant toutes ses forces, renversa d'un seul coup tout le château de cartes de la domination française en Italie. Sur le plan politico-stratégique, il est intéressant de noter le rôle immense joué par la petite Savoie dans une guerre qui impliqua la majeure partie de l'Europe ; la Savoie s'est révélée être comme la pelure d'une banane sur laquelle Louis XIV a glissé.